

# COMPTES SOCIAUX

1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2018

CONCEPTEUR, INTEGRATEUR & OPERATEUR DE SYSTEMES CRITIQUES



*La force de l'innovation*

## I. Bilan

<b>ACTIF</b> (en milliers d'euros)	Référence à l'annexe	<b>31/12/2018</b> <b>Montant net</b>	<b>31/12/2017</b> <b>Montant net</b>
Immobilisations incorporelles	3	0	0
Immobilisations corporelles	4	1	3
Immobilisations financières	5	152 231	110 211
<b>Actif immobilisé</b>		<b>152 232</b>	<b>110 214</b>
Clients et comptes rattachés	6	2 047	1 833
Autres créances	6	70 804	94 607
Disponibilités	7	10 322	523
Charges constatées d'avance	6	148	122
<b>Actif circulant</b>		<b>83 321</b>	<b>97 085</b>
Charges à répartir	6	17	45
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>235 570</b>	<b>207 344</b>

<b>PASSIF</b> (en milliers d'euros)	Référence à l'annexe	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Capital social		23 476	19 586
Primes liées au capital		70 173	51 691
Réserve légale		3 153	3 153
Réserves statutaires et contractuelles		450	450
Autres réserves			
Report à nouveau		41 269	2 244
Résultat de l'exercice		224	39 025
<b>Capitaux propres</b>	8	<b>138 745</b>	<b>116 149</b>
Provisions pour risques et charges	9	190	190
Dettes financières	10-11	38 797	36 334
Dettes d'exploitation	11	1 084	1 518
Dettes diverses	11	56 754	53 153
<b>Dettes</b>		<b>96 825</b>	<b>91 195</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>235 570</b>	<b>207 344</b>

## II. Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Référence à l'annexe	31/12/2018	31/12/2017
Chiffre d'affaires	12	2 666	2 587
Reprises sur provisions, amortissements et transferts de charges		832	370
Autres produits		107	200
<b>Produits d'exploitation</b>		<b>3 605</b>	<b>3 157</b>
Achats et charges externes		2 101	1 432
Impôts, taxes et versements assimilés		29	(9)
Charges de personnel	13	1 197	1 211
Dotations aux amortissements et provisions		30	74
Autres charges		120	95
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>3 477</b>	<b>2 803</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>128</b>	<b>354</b>
Produits financiers de participations		0	75
Autres intérêts et gains sur cessions de valeurs mobilières		1 035	1 531
Reprises sur provisions et transferts de charges		666	39 047
Gains de change			
<b>Produits financiers</b>		<b>1 701</b>	<b>40 653</b>
Dotations aux amortissements et provisions financières		349	469
Intérêts et charges financiers		1 006	1 131
Pertes de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières		42	17
<b>Charges financières</b>		<b>1 397</b>	<b>1 617</b>
<b>Résultat financier</b>	14	<b>304</b>	<b>39 036</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>432</b>	<b>39 390</b>
Résultat exceptionnel	15	(208)	(365)
Intéressement et participation			
Impôts sur les bénéfices	16		
<b>RESULTAT NET</b>		<b>224</b>	<b>39 025</b>

### III. – Tableau de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)		31/12/2018	31/12/2017
Résultat net		224	39 025
Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie :			
<i>Amortissements/dépréciations d'actifs immobilisés et provisions pour risques</i>		(5)	(38 758)
<i>Plus ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés</i>			0
<i>Autres produits et charges non cash</i>		175	363
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>(A)</b>	<b>394</b>	<b>630</b>
Variation du BFR	(B)	(3 156)	(2 794)
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>(A)+(B)=(C)</b>	<b>(2 762)</b>	<b>(2 164)</b>
Cession nette d'immobilisations corporelles et incorporelles			(1)
Investissement financier net			0
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>(D)</b>	<b>0</b>	<b>(1)</b>
Remboursement d'emprunts et crédits		(9 604)	(7 935)
Intérêts versés sur emprunt obligataire			(988)
Nouveaux emprunts et crédits		11 883	11 195
Augmentation / (réduction) de capital		10 272	
Variation intérêts courus		2	33
Action d'auto-contrôle et de régularisation des cours			
Dividendes versés			
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>(E)</b>	<b>12 553</b>	<b>2 305</b>
Divers	(F)		
<b>Variation nette de trésorerie</b>	<b>(C)+(D)+(E)+(F)=(G)</b>	<b>9 791</b>	<b>140</b>
Trésorerie en début de période	(H)	523	383
<b>Trésorerie de fin de période</b>	<b>(H)+(G)=(I)</b>	<b>10 314</b>	<b>523</b>

## IV. – Annexe aux comptes sociaux 2018

### Note 1 – Faits caractéristiques de l'exercice

En date du 26 juin 2018, CS a procédé à l'acquisition de la société Novidy's, groupe de sociétés spécialisées dans la cybersécurité. Cette opération de croissance externe d'un montant de 42 M€ a été réalisée de la manière suivante :

Chez CS Systèmes d'Information : un montant de 30 M€ pour les actions cédées, ce prix a été payé en numéraire à la date de réalisation de l'acquisition par recours à des financements externes.

Chez CS Communication & Systèmes : un montant de 12,4 M€ pour les actions apportées rémunérées par l'émission de 1 939 931 actions ordinaires CS. Ces actions Novidy's ont été ensuite cédées à Cs Systèmes d'information qui détient l'intégralité de Novidy's.

En date du 23 juillet 2018, CS Communication & Systèmes a annoncé la réalisation de l'augmentation de capital lancée le 6 juillet 2018 au prix de 5,90 euros par action, pour un montant de 11.499.996,80 euros (prime d'émission incluse et après exercice intégral de la clause d'extension).

CS a également procédé au renforcement des capitaux propres de sa filiale opérationnelle CS Systèmes d'Information en procédant le 27 juin 2018 à une augmentation du capital de cette dernière de 42 M€ par incorporation d'une partie de sa créance en compte-courant.

### Note 2 - Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis suivant les principes, normes et méthodes comptables découlant du plan comptable général 2014 conformément au règlement de l'ANC 2014-03 dans sa version consolidée du 1 janvier 2017 et modifié par le règlement N°2016-07 du 4 novembre 2016, ainsi qu'aux avis et recommandations ultérieurs du Conseil national de la comptabilité et du Comité de la réglementation comptable.

L'établissement des états financiers, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants qui figurent dans lesdits états financiers.

Ces estimations peuvent être révisées en cas de changement dans les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. Elles concernent principalement les tests de valeurs sur les actifs et les provisions.

#### a) Immobilisations incorporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles comprennent principalement :

- des brevets et licences, amortis sur leur durée de protection juridique ou sur leur durée effective d'utilisation si elle est plus brève ;
- des logiciels d'application, amortis sur 3 ans ;

#### b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition), à leur coût de production ou valeur d'apport.

L'amortissement pour dépréciation est calculé selon la méthode linéaire, en fonction de la durée prévisible d'utilisation des biens. Il est tenu compte d'une valeur résiduelle lorsqu'elle est significative.

Les principales durées d'utilisation sont les suivantes :

Immobilisations	Durée
Mobiliers administratifs	3 à 10 ans
Matériels informatiques	3 à 7 ans
Autres immobilisations	1 à 5 ans

L'écart éventuel entre l'amortissement fiscal et l'amortissement pour dépréciation est porté au passif du bilan sous la rubrique des provisions réglementées.

**c) Immobilisations financières**

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition ou leur valeur d'apport.

Les titres de participation sont dépréciés lorsque leur valeur d'inventaire, déterminée comme une valeur d'utilité, en fonction de l'actif net comptable ré-estimé, de la rentabilité et des perspectives d'avenir, s'avère inférieure au coût d'acquisition. Pour ce faire, la société compare la valeur nette des titres de participation à leur valeur actuelle obtenue selon un test de valeur. Cette valeur d'utilité est déterminée dans la perspective de continuité d'exploitation.

Le test de valeur est conduit en utilisant 2 méthodes :

- Une approche prévisionnelle fondée sur les flux de trésorerie futurs (méthode des "discounted cash-flows").
- Une approche comparative boursière quand elle est jugée pertinente.

Test de valeur fondée sur les flux de trésorerie futurs (méthode des "discounted cash-flows") :

- les flux de trésorerie futurs d'exploitation résultant des prévisions budgétaires sur un horizon de 5 ans sont actualisés au taux (avant impôt) correspondant au coût moyen pondéré du capital ;
- la valeur terminale a été estimée à partir du cash-flow libre reporté à l'infini en retenant une croissance perpétuelle ;
- les flux de trésorerie futurs reposent sur des données prévisionnelles (chiffres d'affaires, marges, ...) qui par nature ne peuvent être confirmées, et établies à partir d'hypothèses les plus probables à la date de leur établissement. Ces hypothèses sont susceptibles de ne pas rester valides tout au long de la période d'estimation et de prévision considérée. Des abattements ont été effectués sur la croissance des chiffres d'affaires et des résultats des plans détaillés établis par les équipes opérationnelles.

Test de valeur fondée sur l'approche comparative (méthode multiples boursiers) :

- Les résultats de l'approche par les flux futurs de trésorerie actualisés sont recoupés avec les valorisations boursières d'un échantillon de sociétés du secteur. Une prime de contrôle est rajoutée à la valeur des fonds propres retenus.

Les prêts consentis dans le cadre de la participation obligatoire des employeurs à l'effort de construction sont dépréciés afin de ramener leur montant à leur valeur probable de réalisation.

**d) Créances et dettes**

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable. Les créances qui font l'objet de financement sont dépréciées si nécessaire, afin de ramener leur montant à la juste valeur.

**e) Provisions pour risques et charges**

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, à la clôture de l'exercice, une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Y figurent notamment les provisions pour charges, risques et litiges et pénalités.

Les redressements fiscaux notifiés (ou en cours de notification) par l'administration ne font pas l'objet d'une provision lorsque la société estime que les points soulevés ne sont pas justifiés et lorsqu'il existe une probabilité suffisante de faire valoir le bien-fondé de sa position dans le contentieux en cours.

**f) Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs de placement sont inscrites au bilan pour leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire des titres (déterminée sur la base du cours moyen du mois de clôture pour les titres cotés

et sur la base de la valeur probable de réalisation pour les autres valeurs) est inférieure au prix d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée.

Les actions propres détenues sont classées en valeur de placement lorsqu'elles sont acquises aux fins de régularisation des cours ou afin d'être transférées aux bénéficiaires de plan d'achats d'actions. Dans les autres cas, les actions auto détenues figurent en immobilisations financières.

**g) Produits et charges exceptionnels**

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel ou de leur non-réurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société, tels que plus ou moins-values liées aux cessions, charges de restructuration ou amortissements exceptionnels d'immobilisations.

Les coûts liés aux acquisitions et cessions de participations sont également classés sous cette rubrique.

Conformément aux principes comptables, toute dotation et reprise de dépréciation des titres d'une filiale est classée en résultat financier. Le gain ou la perte réalisée lors de la cession impacte le résultat exceptionnel.

**h) Engagements vis à vis du personnel**

La société a conclu fin 1998 un accord facultatif visant à prendre en charge une partie de la couverture médicale d'anciens salariés. Ce régime concerne des salariés mis à la retraite avant le 1er janvier 1999.

Les salariés de la société ne bénéficient pas d'indemnité de départ à la retraite.

La société n'est engagée que dans un régime frais de santé à cotisations définies qui prévoit des versements auprès d'organismes habilités à gérer de tels fonds. Ces versements sont comptabilisés en charge de l'exercice.

**i) Instruments financiers**

La société ne juge pas actuellement avoir l'opportunité d'utiliser d'instruments financiers. L'exposition aux risques de taux sur l'endettement à taux variable ne concerne que le financement des créances d'état remboursable au bout de trois ans. La stabilité et la modération actuelle des taux d'intérêts rendent la couverture inutile.

**j) Conversion des éléments en devises**

Les charges et les produits en devises éventuels sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération.

Les créances, disponibilités et dettes en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence, résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises, est portée en "écart de conversion". Les pertes latentes de change sont dans ce cas couvertes par une provision pour risques.

**k) Consolidation**

En tant que société mère, la société prépare des comptes consolidés.

**l) Frais émission d'emprunt**

Les frais spécifiques éventuels à l'émission d'emprunts sont répartis sur la durée de l'emprunt et comptabilisés en charges à répartir à l'actif du bilan.

### Note 3 - Immobilisations incorporelles

Evolution en 2018 (en milliers d'euros)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	31/12/2018
<u>Valeurs brutes</u>				
Concessions, brevets, licences	51			51
Autres				
<b>Total des valeurs brutes</b>	<b>51</b>			<b>51</b>
<u>Amortissements et provisions</u>				
Concessions, brevets, licences	51			51
Autres				
<b>Total des amortissements et dépréciations</b>	<b>51</b>			<b>51</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>0</b>			<b>0</b>

Evolution en 2017 (en milliers d'euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
<u>Valeurs brutes</u>				
Concessions, brevets, licences	51			51
Autres				
<b>Total des valeurs brutes</b>	<b>51</b>			<b>51</b>
<u>Amortissements et provisions</u>				
Concessions, brevets, licences	46	5		51
Autres				
<b>Total des amortissements et dépréciations</b>	<b>46</b>	<b>5</b>		<b>51</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>5</b>	<b>5</b>		<b>0</b>

### Note 4 - Immobilisations corporelles

Evolution en 2018 (en milliers d'euros)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	31/12/2018
Mobilier, matériel de bureau et informatique	6			6
Autres				
<b>Total des valeurs brutes</b>	<b>6</b>			<b>6</b>
<b>Amortissements et provisions</b>				
Mobilier, matériel de bureau et informatique	3	2		5
Autres				
Total des amortissements et dépréciations	3	2		5
<b>Valeurs nettes</b>	<b>3</b>	<b>(2)</b>		<b>1</b>

Evolution en 2017 (en milliers d'euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Mobilier, matériel de bureau et informatique	5	1		6
Autres				
<b>Total des valeurs brutes</b>	<b>5</b>	<b>1</b>		<b>6</b>
<b>Amortissements et provisions</b>				
Mobilier, matériel de bureau et informatique	2	1		3
Autres				
Total des amortissements et dépréciations	2	1		3
<b>Valeurs nettes</b>	<b>3</b>	<b>0</b>		<b>3</b>



## Note 5 – Immobilisations financières

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titres de participation	152 200	110 187
Prêts	31	24
Dépôts et autres		
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>152 230</b>	<b>110 211</b>

Les titres CS Systèmes d'Information augmentent de 42 013 k€ suite à l'augmentation de capital de CS Systèmes d'information réalisée par incorporation d'une partie de la créance en compte-courant de CS sur sa filiale en date du 27 juin 2019. (Emission de 89 200 titres souscrits intégralement par CS)

Voir aussi le détail des titres de participation en note 21.

En ce qui concerne les actions d'autocontrôle, voir la note 7.

Le poste « prêts » est constitué essentiellement des investissements effectués dans le cadre de la participation des employeurs à l'effort de construction.

L'évolution du poste titre de participation est la suivante :

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
<b>Valeur brute au 1er janvier</b>	<b>135 754</b>	<b>135 753</b>
Augmentation	42 013	
Diminution		
<b>Valeur brute au 31 décembre</b>	<b>177 767</b>	<b>135 753</b>
<b>Dépréciations au 1er janvier</b>	<b>25 567</b>	<b>64 547</b>
Dotations		20
Reprises		39 000
<b>Dépréciations au 31 décembre</b>	<b>25 567</b>	<b>25 567</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre</b>	<b>152 200</b>	<b>110 187</b>

## Note 6 - Echancier des créances

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017
	Montant brut	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>				
Prêts	48		48	48
Autres immobilisations financières				
<b>Créances d'exploitation</b>				
Clients	2 048	2 048		1 833
Clients douteux	97	97		97
Personnel et comptes rattachés				
Etat et autres collectivités <sup>(1)</sup>	56 915	12 351	44 564	53 092
Groupe (comptes-courants)	14 985	14 985		42 924
Débiteurs divers	23	23		65
Charges constatées d'avance	148	148		121
<b>Charges à répartir <sup>(2)</sup></b>	<b>17</b>	<b>17</b>		<b>45</b>
<b>Total</b>	<b>74 281</b>	<b>29 669</b>	<b>44 612</b>	<b>98 225</b>

<sup>(1)</sup> Les créances envers l' « Etat et les autres collectivités » incluent les Crédits Impôt Recherche et CICE pour 56 873 K€ dont 12 309 K€ à échéance à moins d'un an. Les créances cédées à BPI France ont été ramenées à leur juste valeur en fonction du montant estimé de leur financement.

<sup>(2)</sup> Les charges à répartir à la clôture sont intégralement relatives aux frais d'émission de l'emprunt obligataire convertible étalées sur la durée résiduelle de l'emprunt soit jusqu'au 25 juillet 2019. (Voir Note 10-1).

## Note 7 – Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Les actions d'autocontrôle sont classées conformément aux principes décrits à la note 2-f.  
L'évolution du poste est la suivante :

	Quantité	Valeur brute (en milliers d'euros)	En valeurs mobilières de placement (en milliers d'euros)
<b>31/12/2016</b>	<b>52 377</b>	<b>513</b>	<b>513</b>
Acquisitions	125 539	676	
Cessions	(129 361)	(647)	
Transferts			
<b>31/12/2017</b>	<b>48 555</b>	<b>542</b>	<b>542</b>
Acquisitions	137 668	855	
Cessions	(110 609)	(711)	
Transferts			
<b>31/12/2018</b>	<b>75 614</b>	<b>686</b>	<b>686</b>

La valeur nette des actions propres détenues est fonction du cours moyen du mois de clôture. Les autres valeurs mobilières sont constituées de placements monétaires dont l'évaluation au bilan ne diffère pas de la valeur de marché.

### Dépréciation des valeurs mobilières de placement :

en milliers d'euros	Montant
<b>31/12/2016</b>	<b>291</b>
Augmentation	
Diminution	27
<b>31/12/2017</b>	<b>264</b>
Augmentation	169
Diminution	
<b>31/12/2018</b>	<b>433</b>

## Note 8 - Capital social

(en milliers d'euros)	En 2018		En 2017	
	En nombre	En valeur	En nombre	En valeur
A l'ouverture	<b>19 586 447</b>	<b>19 586</b>	<b>17 346 547</b>	<b>17 347</b>
Augmentation de capital :				
Actions nouvelles <sup>(1)</sup>	3 889 583	3 890	2 239 900	2 240
Exercice de BSA				
Exercice de stock-options				
A la clôture	<b>23 476 030</b>	<b>23 476</b>	<b>19 586 447</b>	<b>19 587</b>

(1) Mouvements de la période (voir aussi ci-après) :

- Apport Novidy's rémunéré par l'émission de 1 939 931 actions en date du 26 juin 2018,
- Augmentation de capital en date du 23 juillet par émission sur le marché de 1 949 152 actions,
- Conversion 2018 des OCA souscrites en 2014 : 5 obligations, représentant une conversion de 500 actions.

Un droit de vote double est accordé lorsqu'il est justifié d'une inscription au nominatif au nom du même actionnaire depuis plus de deux ans.

**Variation des capitaux propres :**

(en milliers d'euros)	31/12/2017	Affectation du résultat 2017	Augmentation de capital	Dividende Versé	Résultat 2018	31/12/2018
Capital social	19 587		3 889			23 476
Primes diverses	51 690		18 483			70 173
Réserve légale	3 153					3 153
Réserve indisponible	450					450
Autres réserves						
Report à nouveau	2 244	39 025				41 269
Dividende versé						
Résultat	39 025	(39 025)			224	224
<b>Total</b>	<b>116 149</b>	<b>0</b>	<b>22 372</b>		<b>224</b>	<b>138 745</b>

**- Emission d'actions en rémunération d'apport d'actions dans le cadre de l'acquisition Novidy's en juin 2018:**

Le 26 juin 2018, 11 294 actions de Novidy's, soit 29,24% des actions de la société, ont été apportées à la société CS Communication & Systèmes, sous forme d'un apport en nature en contrepartie duquel les apporteurs ont reçu, pour un montant de 12 396 181,46 euros, 1 939 931 actions ordinaires CS.

Le traité d'apport relatif à l'apport des actions Novidy's à CS conclu le 31 mai 2018 entre la société CS et les anciens actionnaires de Novidy's prévoit que les 1 939 931 actions ordinaires CS émises en contrepartie de l'apport sont soumises à engagement d'incessibilité d'une durée de trois ans à compter du 26 juin 2018. Le traité d'apport prévoit une exception à cet engagement d'incessibilité dans l'hypothèse où les apporteurs seraient obligés en vertu du contrat de cession relatif à la partie numéraire de l'acquisition de payer une réduction de prix.

En conséquence de l'émission des 1.939.931 Actions Ordinaires émises en rémunération de l'Apport, l'augmentation de capital de CS Communication & Systèmes à la Date de Réalisation est d'un montant nominal de 1.939.931 euros. La différence entre le montant nominal de l'augmentation de capital et la valeur de l'Apport, soit 10.456.250,46 euros, a constitué une prime d'apport.

**- Emission d'actions dans le cadre de l'augmentation de capital de juillet 2018 :**

L'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires lancée par CS Communication & Systèmes le 6 juillet 2018 au prix de 5,90 euros a été réalisée le 23 juillet 2018.

Après exercice intégral de la clause d'extension, le montant final brut de l'opération s'est élevé à 11 500 K€ correspondant à 1 949 152 actions nouvelles qui ont été émises et admises sur le marché réglementé Euronext Paris. L'opération s'est traduite par la constatation d'une augmentation de capital d'un montant nominal de 1 949 K€ et une prime d'apport de 9 558 K€.

Après imputation des frais, l'impact total de ces deux augmentations de capital sur la prime d'apport de CS s'élève à 18 483 K€.

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Affectation du résultat 2016	Augmentation de capital	Dividende Versé	Résultat 2017	31/12/2017
Capital social	17 347		2 240			19 587
Primes diverses	45 987		5 703			51 690
Réserve légale	3 153					3 153
Réserve indisponible	450					450
Autres réserves						
Report à nouveau	2 817	(573)				2 244
Dividende versé						
Résultat	(573)	573			39 025	39 025
<b>Total</b>	<b>69 181</b>	<b>0</b>	<b>7 943</b>		<b>39 025</b>	<b>116 149</b>

## Note 9 - Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	31/12/2017	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	31/12/2018
Litiges et risques divers	190				190
Risques sur filiales					
<b>Total</b>	<b>190</b>				<b>190</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	31/12/2017
Litiges et risques divers	190				190
Risques sur filiales					
<b>Total</b>	<b>190</b>				<b>190</b>

La provision est relative à un contentieux introduit par un ancien salarié de l'usine de Riom (ex-CSEE) suite à une maladie professionnelle.

## Note 10 – Emprunts

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Emprunt Obligataire Convertible	4 672	4 499
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	34 117	31 835
Soldes créditeurs de banque		
<b>Dettes financières</b>	<b>38 789</b>	<b>36 334</b>

CS assure en partie le financement externe du Groupe par le biais des lignes de crédit BPI France garanties par ses créances de crédit d'impôt au titre du groupe fiscal français. Le financement du groupe a également été renforcé par l'émission par CS d'un emprunt obligataire convertible de 12 M€ intégralement souscrit en 2014.

### 1. Emprunt obligataire convertible en actions de 12,0 M€ émis en 2014

CS SA a émis en 2014 un emprunt obligataire de 12 007 K€ ouvert aux actionnaires de CS sous la forme d'obligations convertibles (durée : 5 ans, taux nominal annuel : 4%, prix de conversion par action : 3,6 euros). Au cours de l'exercice 2017 a été converti en actions nouvelles un total de 22 399 obligations (dont 22 300 souscrites par Sopra Stéria Group et converties au 30 juin 2017).

En 2018, 5 obligations ont été converties, l'emprunt correspondant aux 10 914 obligations résiduelles (nominal de 3 929K€ au 31/12/2018 et intérêts courus à date payables in fine de 743 K€) sera remboursable au bout de sa cinquième année, soit le 25 juillet 2019.

### 2. Financement par BPI France des créances de Crédit Impôt recherche et Crédit Impôt Compétitivité Emploi du groupe fiscal

(en milliers d'euros)	Tirage au 31/12/2018	Date de remboursement de la créance
CIR/CICE 2015	9 854	30/06/2019
CIR/CICE 2016	11 047	30/06/2020
CIR/CICE 2017	12 059	30/06/2021
Préfinancement CICE 2018	1 121	30/06/2022
<b>Total</b>	<b>34 081</b>	

(en milliers d'euros)	Tirage au 31/12/2017	Date de remboursement de la créance
CIR/CICE 2014	9 604	30/06/2018
CIR/CICE 2015	9 854	30/06/2019
CIR/CICE 2016	11 047	30/06/2020
Préfinancement CICE 2017	1 297	30/06/2021
<b>Total</b>	<b>31 802</b>	

Pour information, les lignes garanties par les crédits d'impôt CIR et CICE accordées par BPI France font l'objet d'un renouvellement annuel et sont, par conséquent, considérées comme financement à moins d'un an.

### Note 11 – Echancier des dettes

(en milliers d'euros)	31/12/2018	Dont à moins d'un an	Dont à plus un an	31/12/2017
Emprunt obligataire Convertible	4 672	4 672		4 499
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	34 125	34 125		31 835
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	420	420		582
Personnel et comptes rattachés	208	208		236
Sécurité Sociale et autres organismes	121	121		208
Etat et autres collectivités	335	335		492
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe (comptes courants)	56 754	12 190	44 564	53 153
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>96 635</b>	<b>52 071</b>	<b>44 564</b>	<b>91 005</b>

### Note 12 – Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué des prestations de services facturées aux sociétés du Groupe.

### Note 13 – Personnel

	31/12/2018	31/12/2017
Ingénieurs et cadres	2	2
Collaborateurs / employés	0	0
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Rémunérations allouées aux organes d'administration	100	100
Rémunération allouées aux organes de direction :		
Rémunérations	371	349
Paiements sur base d'actions		

CS n'a consenti aux organes d'administration et de gestion ni avance ou crédit, ni contracté d'engagements pour leur compte (pension de retraite ou autres).

Le conseil d'administration de CS, dans sa séance du 12 juillet 2005, a alloué au Directeur Général une indemnité de départ en cas de révocation ou de non renouvellement des fonctions, suivis d'un départ définitif du groupe, sauf abus de biens sociaux ou volonté de nuire, égale à 150% de sa rémunération brute annuelle 2007 (rémunération forfaitaire ou rémunération fixe + variable à 100). Cette indemnité est subordonnée au respect de conditions de performance.

#### Note 14 - Résultat financier

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dividendes et produits de filiales	0	75
Charges d'intérêts financiers	(1 006)	(1 131)
Revenus des compte-courants	999	1 465
Dépréciations/reprises d'immobilisations financières <sup>(1)</sup>	7	39 000
Dépréciations créances financées	587	(217)
Dépréciations/reprises de valeurs mobilières de placement	(169)	27
Dépréciation Compte Courant	(107)	(232)
Résultat financier sur VMP	(7)	49
Autre résultat financier		
<b>Total</b>	<b>304</b>	<b>39 036</b>

<sup>(1)</sup> pour mémoire reprise partielle de 39 M€ de la provision pour dépréciation des titres CS Systèmes d'information en 2017.

#### Note 15 - Résultat exceptionnel

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	77	59
Résultat exceptionnel sur opérations en capital <sup>(1)</sup>	0	0
Reprises sur provisions	0	148
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(286)	(572)
Dotations exceptionnelles sur provisions	0	0
<b>Total</b>	<b>(209)</b>	<b>(365)</b>

<sup>(1)</sup> Les 29,24% de titres Novidy's acquis par CS pour un montant de 12,4 M€ ont été cédés immédiatement à CS Systèmes d'Information pour le même montant, sans dégager de résultat exceptionnel sur opération en capital.

Les charges exceptionnelles sur opérations de gestion correspondent essentiellement à des coûts et honoraires liés aux restructurations engagées en 2018 et au traitement de litiges.

#### Note 16 - Impôts sur les bénéfices

Le résultat fiscal du groupe d'intégration fiscale étant déficitaire en 2018, il n'y a pas de charge d'impôt comptabilisée sur ces exercices.

##### Groupe d'intégration fiscale

La société mère a constitué un groupe d'intégration fiscale avec certaines filiales.

Chaque société calcule et comptabilise sa charge d'impôts comme en l'absence de régime de groupe. L'éventuelle économie d'impôt qui pourrait résulter de l'application du régime bénéficie à la société mère CS Communication et Systèmes.

La société, en tant que mère du groupe fiscal, dispose d'un déficit fiscal d'ensemble indéfiniment reportable de 311 M€ en fin 2018.

### Note 17 - Charges à payer et produits constatés d'avance

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
<b>Charges à payer rattachées à des comptes de passif</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (intérêts)	779	568
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	316	479
Dettes fiscales et sociales	292	322
Dettes diverses		
<b>Total</b>	<b>1 387</b>	<b>1 369</b>
<b>Produits constatés d'avance</b>		

### Note 18 - Eléments concernant les entreprises liées

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
<b>Bilan</b>		
Participations en valeurs brutes	177 767	135 754
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Créances clients et comptes rattachés	2 047	1 833
Comptes courants et autres (actif)	14 969	42 909
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Comptes courants et autres (passif) (1)	56 754	(53 153)
<b>Compte de résultat</b>		
Dividendes reçus	0	75
Autres produits financiers	999	1 465
Reprise provision dépréciation des titres		39 000
Autres charges financières		
Abandon de créance consenti		

(1) comptes courants d'intégration fiscale avec les filiales intégrées dans le Groupe CS dont les montants avec CS SI et Diginext correspondent aux créances de (i) Crédit Impôt Recherche nées chez CS SI et Diginext en 2015, 2016, 2017 et 2018, remboursables respectivement en 2019, 2020, 2021 et 2022 et (ii) Crédit Impôt Compétitivité des Entreprises de 2015, 2016, 2017 et 2018 remboursables en 2019, 2020, 2020 et 2021.

### Note 19 - Engagements hors bilan

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
<b>Engagements donnés</b>		
Indemnités de départ en retraite et frais de santé des inactifs (cf. 2-h)	1 103	1 377
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles - titres		
Avals, cautions et garanties (cf. 19-a)	134 947	102 233
<b>Engagements reçus</b>		
Avals, cautions et garanties		
Abandon de créances avec clause de retour à meilleure fortune		-

**19. a - Avals, cautions et garanties donnés :**

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Cautionnement solidaire de l'emprunt obligataire EuroPP souscrit par CSSI en 2016 et 2018.	25 195	15 115
Cautionnement solidaire de la ligne de financement BEI de 20 M€ consentie à CSSI en 2017 (aucun tirage au 31 décembre 2017)	20 355	-
Garantie donnée dans le cadre du financement des créances de crédit d'impôt par BPI par nantissement Dailly des créances d'intégration fiscale	34 081	31 802
Garantie parentale donnée en paiement de loyer (*)	4 750	4 750
Garantie parentale donnée sur la ligne cautions sur loyers CS SI	566	566
Garantie parentale dans le cadre de marchés contractés par CS SI et ses filiales (**)	50 000	50 000

(\*) Porte sur l'occupation par CSSI d'un ensemble de locaux sis 22 avenue Galilée au Plessis Robinson. Les présents baux sont conclus pour une période de neuf années à compter de 2014. Ils prévoient une garantie solidaire de la maison-mère CS SA, plafonnée à 4 750 K€ sur une durée de 6 ans, à compter de la date de prise d'effet du bail.

(\*\*) Dans le cadre de son activité en tant que contractant ou cocontractant certains clients exigent une garantie parentale ; les garanties approuvées par le Conseil d'administration couvrent les obligations et les responsabilités des filiales au regard d'éventuelles défaillances dans l'exécution des contrats (montant maximum de 50 M€)

**Note 20 – Locations immobilières simples**

Néant.

**Note 21 – Filiales et participations**

Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société (en milliers €)	Capital	Capitaux propres, autres que le capital et le résultat de l'exercice	Quote-part du Capital détenue (en %)	Valeur nette comptable des titres détenus	Résultat du dernier exercice clos
<b>1 - Filiales (détenues à plus de 50 %)</b>					
CS Systèmes d'Information	4 892	50 334	99.99	151 506	(2 842)
<b>2 - Participations (détenues entre 10 % et 50 %)</b>					

Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations :

	Filiales		Participations	
	françaises	étrangères	françaises	étrangères
Valeur brute	177 429	338	731	
Valeur nette	152 200			
Montant net des prêts et avances accordés	14 353			
Montant net des prêts et avances obtenus				
Montant des cautions et avals donnés (cf. note 19)				

**Note 22 - Evènements postérieurs à la clôture**

Le 27 février 2019 le groupe a annoncé la finalisation de l'acquisition de la société Moltek. Créée en 1995, Moltek propose des prestations de consulting au profit de l'industrie spatiale et a enregistré en 2018 un chiffre d'affaires de l'ordre de 3,5 M€, avec près de 30 consultants en Allemagne et aux Pays-Bas. Cette acquisition permet à CS de renforcer ses positions européennes et de fournir des services complets à ses clients clés, notamment l'Agence Spatiale Européenne et EUMETSAT.